**Espaces publics et citoyenneté ordinaire. La dimension politique des rapports en public**

Colloque international organisé avec le soutien du Labex TEPSIS EHESS Paris, 8 et 9 juin 2017.

Maints efforts ont été engagés récemment pour explorer, à la faveur d’un regard ethnographique, les rapports dits « ordinaires » ou « profanes » à la politique et la citoyenneté dans ses formes les plus quotidiennes. Ces travaux tendent notamment à déplacer l’attention, longtemps focalisée sur les grands moments de mobilisation ou de participation électorale, d’une part vers d’autres activités sociales, d’autre part vers les interstices du politique institué. Ils nous emmènent ainsi dans les coulisses ou les arrière-scènes de la participation – repas de famille, cours de récréation, conseils d’enfants, associations de quartier, sociabilités des beaux-quartiers, etc. Cependant, l’horizon et le centre de gravité de ces approches restent généralement la participation aux affaires publiques, définies sous les auspices de la politique institutionnelle. Ces travaux s’inquiètent principalement du désintérêt relatif des profanes pour la politique, de leur possible incompétence, de l’intérêt et de la volonté des personnes à prendre part à la vie publique et, plus largement, de leurs inégales capacités à faire valoir leur opinion et porter leur voix dans des arènes publiques. L’attention à la citoyenneté emporte alors avant tout un questionnement sur les « compétences citoyennes », dont dépendent l’engagement et ses effets sur le monde.

En étudiant la citoyenneté comme *expérience quotidienne* d’appartenance à une communauté politique, on peut aussi viser autre chose : la façon dont chacun s’y figure sa place, y mesure ses engagements, perçoit la vie collective et ce qui la caractérise, explore sa propre responsabilité en son sein, ce qu’il veut ou peut faire avec les autres et parmi eux. L’enquête cherche alors à documenter ce qui mérite d’être fait, dit, disputé, demandé, offert, en public. Certaines scènes ou situations choquent ou émeuvent plus que d’autres, certaines tourmentent sans que l’on s’y arrête. Les réactions sont parfois faites à demi, ou de façon contradictoire, de même qu’il arrive de reporter *sine die* des velléités d’intervention, faute de savoir quoi faire. Ces dynamiques, qui restent souvent souterraines, irriguent en permanence la vie publique. Elles contribuent à forger l’expérience que chacun a du monde et des autres, à former les opinions de chacun sur l’état du monde, ce qui peut ou doit y être fait ou pas, et comment. Ces questionnements normatifs sur le « vivre ensemble », sur les façons de dire et de faire le commun, de soutenir un ordre ou de créer des désordres, correspondent donc à une série de questions pratiques affrontées au quotidien.

La vie en ville, dans un « monde d’étrangers1 », pose tout particulièrement, et sans doute spécifiquement, cette question de l’articulation de notre régime politique, comme mode de vie, à des façons de vivre et à un régime de relations et d’interactions civiles entre inconnus. Cette perspective, en cherchant à articuler la démocratie – ou d’autres régimes de confiance ou de défiance *a priori* entre concitoyens – aux formes de vie, aborde donc le politique d’une manière particulièrement large : elle ne le saisit plus par le seul prisme du rapport à l’État ou à la décision politique, mais par celui des expériences que l’on propose de qualifier ici de « citoyennes ».

1. Lofland L., 1973. *A World of Strangers : Order and Action in Urban Public Space*. Basic Books.

N’est-ce pas en effet aussi à travers les façons dont nous sommes affectés par notre monde environnant, et les manières dont nous nous essayons d’y répondre, que s’élaborent des expériences de citoyen, irréductibles en cela *a priori* à un statut juridique et de nationalité ? Les formes de côtoiement entre inconnus sont le lieu d’engagements, d’interventions, que des recherches ont commencé à documenter : disputes, entraides, tensions, émotions, discussions sur les façons justes ou pertinentes d’agir, de se comporter avec autrui ou de se juger mutuellement. En analysant ces situations, on interroge les façons dont s’y déploient, s’y testent, s’y construisent et reconstruisent, s’y consolident ou s’y altèrent, à la fois des opinions sur le monde commun, et des capacités d’agir en son sein.

Ce colloque voudrait poser de façon plus systématique cette question : comment la vie et les rencontres en public manifestent-elles et mettent-elles au travail un certain « esprit public2 »? Qu’il s’agisse de définir les formes pertinentes de la catégorisation mutuelle et les conduites justes et appropriées, ou de lutter contre les discriminations, l’étude de la démocratie comme forme de vie requiert de prendre au sérieux les épreuves du côtoiement en public. Cet appel à communication est ouvert à tout travail de recherche frayant une telle voie d’approche des expériences ordinaires du

politique à partir d’investigations empiriques qui devront être au cœur du propos.

Nous aurons le plaisir et l’honneur d’accueillir le **Pr. Elijah Anderson (Yale University)**, qui donnera la conférence d’ouverture du colloque.

# Modalités de soumission des propositions

La date limite pour l’envoi des propositions est le **20 mars 2017.**

Les propositions doivent être développées (5000 à 10 000 signes) et préciser le type de matériau qui sera présenté, ainsi que la nature de l’enquête.

Les réponses seront communiquées début avril 2017. Adresses d’envoi : [epco2017@gmail.com](mailto:epco2017@gmail.com)

Ce colloque est organisé dans le cadre du projet du Labex Tepsis « Ethnographie de la citoyenneté » coordonné par Alexandra Bidet (CNRS, CMH), Carole Gayet-Viaud (CNRS, CESDIP) et Erwan Le Méner (Observatoire du Samusocial, CEMS). Il s’inscrit dans le prolongement des travaux conduits dans le cadre d’un séminaire qui s’est tenu de 2012 à 2016 à l’ENS puis à l’EHESS, intitulé « Ethnographie des engagements » (co-animé avec F. Chave et M. Boutet) puis « Ville et apprentissage de la citoyenneté, initiation à l’ethnographie » (co-animé avec M. Boutet).

1. L’esprit public est présent lorsque les personnes « tirent les implications publiques de leurs sujets de discussion ; ...imaginent que ce qu’elles disent importe à d’autres qu’elles mêmes ; ...pensent que toute la société est en toile de fond de leurs discussions. ...c’est le processus permettant l’élargissement du champ des préoccupations, c’est une manière de parler, animée par l’esprit public, et non pas un sujet qui serait ou non

politique » Eliasoph N., 2010 1998. *L’évitement du politique. Comment les Américains produisent l’apathie dans la vie quotidienne*. Economica, « Etudes sociologiques », p. 25.